



## **Réaction de la secrétaire générale de l'USAP au communiqué de Martin Hirsh relatif aux événements du 1<sup>er</sup> mai à l'hôpital la Pitié-Salpêtrière à Paris.**

Montreuil, le 1<sup>er</sup> mai 2019.

Monsieur le Directeur Général,

L'USAP CGT tient à réagir à la désignation et à l'amalgame que vous faites entre la milice ultra organisée et violente (Blacks Blocks) et les 40.000 manifestant.e.s qui ont défilé pacifiquement à Paris aujourd'hui. Cet amalgame, que nous contestons, est présent dans l'intervention de la ministre de la santé et dans votre courrier désignant "des manifestants".

Les manifestant.e.s ne sont pas les activistes responsables de ce qui paraît de plus en plus être une opération organisée et stratégique de personnes ou groupes de personnes qui semblent n'avoir qu'un seul but : porter préjudice au mouvement social et démocratique pour le décrédibiliser par leur violence et des actions de destructions des biens publics.

Contrairement à ce qui a été dit par la ministre, ce n'est pas la première fois que des casseurs s'attaquent à un hôpital pour susciter l'émotion et la colère de l'opinion publique.

Je rappelle l'attaque contre l'hôpital Necker, en marge d'une manifestation contre la loi El Khomri, où un quidam avait œuvré sous les yeux de la police. Seule la vidéo d'un journaliste présent avait pu rétablir la vérité, alors que vous aviez accusé les manifestant.e.s, autrement dit les syndicats. L'émotion était à son comble s'agissant d'un hôpital pédiatrique, et vous aviez fait appel aux dons pour réparer les vitres brisées de l'hôpital. A l'hôpital Cochin aussi il y a eu un événement, et aujourd'hui encore à La Pitié-Salpêtrière, malgré une présence policière d'une ampleur inégalée.

On peut s'interroger sur les choix très symboliques et stratégiques de ces attaques, mais aussi : Que faisait la police ? Pourquoi un hôpital situé sur le parcours du cortège n'a-t-il pas été mieux protégé ? Pourquoi ces personnes ont-elles pu y pénétrer aussi facilement ? À qui profite le crime ?

7 mille policiers déployés, des drones, des fouilles innombrables... Pourtant, les casseurs peuvent œuvrer en nombre et en marge du cortège.

Je rappelle que nombre de personnels hospitaliers étaient mobilisés aujourd'hui pour la défense de l'hôpital public et pour exiger des moyens pour soigner correctement la population.

Sachez, Monsieur le Directeur Général, éviter les amalgames entre ceux qui viennent pacifiquement réclamer davantage de justice sociale et ceux qui poursuivent des objectifs plus obscurs.

Notre organisation syndicale ne peut laisser instrumentaliser l'opinion publique. Nous condamnons toutes les violences policières, comme celles du gazage et des tirs ayant eu lieu à la tête du cortège où se trouvait notre secrétaire général et des journalistes. (Les impacts des tirs sont visibles sur la camionnette CGT parfaitement identifiée). Mais nous condamnons également la violence de ce qui paraît être une milice bien organisée qui n'hésite pas à s'attaquer à un service de soins.

Gardons-nous de conclusions hâtives, et réclapons une totale transparence sur ces événements, car bien souvent la vérité reste masquée ou transformée.

.../...

Mais ce qui nous paraît également gravissime, c'est l'absence de véritables réponses politiques de la part du gouvernement aux revendications de justice sociale de la population, des travailleurs et privés d'emplois, retraités, pour les salaires, les services public,etc.

Celui ci ne répond que par davantage d'austérité pour les plus modestes, et une amplification de la répression policière contre la population.

Nous dénonçons les mesures d'austérité de ce gouvernement contre l'hôpital public qui conduisent à supprimer toujours plus d'effectifs, de moyens budgétaires, imposant des fermetures de lits et d'hôpitaux dégradant années après années la prise en charge correcte de la population, sa sécurité, ainsi que les conditions de travail des personnels.

La situation de crise de l'ensemble des SAU de l'AP-HP actuellement en grèves réclame des moyens à hauteur des besoins. Votre objectif de suppression de plus de 50% des lits de long séjours pour les personnes âgées à l'APHP, et de 800 à 1 000 emplois par an d'ici 2020, celui du démantèlement du siège historique de l'AP-HP et de ses hôpitaux regroupés en supra GH, la politique sociale en berne à l'AP-HP (salaires, formation, promotion professionnelle, crèches, centres de loisirs, logements, rythme de travail et réduction du temps de travail ou OTT) entraînent perte d'attractivité et la fuite de nos personnels, toutes catégories confondues..

Alors, lorsqu'avec Madame Buzyn vous irez féliciter nos collègues de la Pitié Salpêtrière, n'oubliez pas que la véritable reconnaissance passe par la revalorisation des salaires et des rémunérations, des conditions de travail dignes pour exercer avec du temps humain, des repos et des congés respectés pour mieux prendre en charge nos patient.e.s, avec des effectifs suffisants et l'arrêt des fermetures de lits, de services, d'hôpitaux.

Il faut un véritable plan d'urgence pour les SAU, des négociations avec l'ARS, le respect des recommandations du référentiel des effectifs SAU de France, la reconnaissance rémunérée de 300 euros pour les personnels, la réouverture des lits fermés dans le cadre de l'ambulatoire pour avoir des lits d'aval de médecine polyvalente, des mesures de rémunérations attractives pour faciliter l'embauche de nos professionnel.le.s de santé, et la titularisation des CDD.

Nous voulons surtout le retrait du plan d'économie et de démantèlement de l'AP-HP.

Dans cette attente, veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de nos salutations distinguées.

Pour l'USAP-CGT,  
Rose-May ROUSSEAU.